

# On vit l'un à côté de l'autre, mais on ne vit pas ensemble

## SÉRIE 3/5

### Quel avenir pour nos villes ?

**Les villes concentrent toute la richesse et la misère du monde. C'est là que se créent les emplois, que les sociétés évoluent. C'est là aussi que les plus précarisés trouvent refuge. Et, fait nouveau, c'est là que les classes moyennes retournent, la ville redevenant un pôle attractif. Résultat : sur des territoires finalement restreints se concentrent tous les profils, socioéconomiques, culturels, géographiques, religieux... Avec toutes les difficultés de cohésion sociale que cela peut poser. Aiguës par l'accroissement des inégalités, l'explosion démographique et, maintenant, par l'arrivée de réfugiés au parcours difficile.**

**Mardi 13 octobre**

La culture pour recréer une ville

**Mercredi 14 octobre**

Entretien exclusif : Santiago Calatrava

## La fracture sociale s'accroît dans les villes, les différents groupes ne se mélangent pas. Les chercheurs tirent la sonnette d'alarme.

**A**u sein de l'Union européenne, 40 % des citoyens vivent en ville ; en Belgique, ils sont 26,7 %. Les cinq grandes villes du pays (Bruxelles, Anvers, Gand, Charleroi et Liège) concentrent à elles seules 2,34 millions d'habitants, soit plus d'un cinquième de la population. Toute la richesse et la misère du monde s'y retrouvent, tous les profils socioéconomiques, culturels, religieux, géographiques y cohabitent dans une extrême densité. Or, sur ces territoires exigus, les inégalités s'accroissent, la fracture entre quartiers s'approfondit, tous les chercheurs tirent la sonnette d'alarme. D'autant que l'arrivée des réfugiés risque de tendre un peu plus la situation sur le terrain urbain.

### Une majorité de réfugiés s'installent en ville

Une fois reconnus, les réfugiés sont libres de s'installer dans la commune de leur choix. Les statistiques, compilées pour *Le Soir* par le SPP Intégration sociale, confirment toutefois une intuition : c'est

dans les villes qu'ils tenteront leur chance. Sur les 13.012 réfugiés reconnus bénéficiant d'un revenu d'intégration – celles et ceux qui ont un travail ne sont donc pas repris dans ces chiffres – au 1<sup>er</sup> janvier 2015, 59 % étaient domiciliés dans une des cinq grandes villes, 29 % dans la seule Région bruxelloise.

Il peut donc sembler logique que les Syriens, Irakiens et Afghans qui arrivent par milliers chez nous fassent le même choix. « Parmi eux, il y a beaucoup de classes moyennes et supérieures, avec un niveau d'éducation et des diplômes monnayables sur le marché du travail en Belgique », pointe Marco Martiniello, sociologue (ULg) et directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (Cedem). Ils vont s'installer là où ils trouveront des opportunités. Avec, assurément, une préférence pour les villes. « C'est logique, confirme Julien Van Geertsom, patron du SPP Intégration sociale. Ils doivent effectuer des démarches dans des institutions à Bruxelles. Ils ont besoin de pouvoir se déplacer, ce qui est plus simple dans une grande ville. Certains vont rejoindre une communauté de compatriotes, souvent éta-

blie en ville. Et puis le marché du travail d'une grande ville offre plus de perspectives. Il est aussi plus facile de trouver des "petits boulots". » Auxquels sont souvent réduits les primo-arrivants, vu la difficulté de voir leur diplôme reconnu.

Le risque existe donc que les réfugiés échouent dans les quartiers urbains qui concentrent le plus de personnes précarisées. « Aujourd'hui, 40 % des bénéficiaires d'un revenu d'intégration sociale vivent dans l'une des cinq grandes villes du pays », s'inquiète Julien Van Geertsom. D'autres indicateurs (lire ci-contre) sont aussi alarmants : taux de chômage, niveau d'études et de revenus plafonnent dans les villes, et la situation ne fait que se dégrader.

### Une compétition entre classes sociales

Par-delà le nouvel enjeu posé par les réfugiés, par-delà les chiffres, c'est de nouveau la question du « vivre-ensemble » dans les villes qui est posée. Avec des réponses pour le moins inquiétantes. « Toutes les villes belges ont un problème de

fracture sociale, de cohésion sociale », pose Chris Kesteloot, géographe à la KUL (lire ci-dessous). « Dans les villes, on a de plus en plus des sociétés diversifiées, où les in-

égalités se creusent », relève Marco Martiniello. En clair, les quartiers pauvres sont de plus en plus pauvres, les quartiers riches, de plus en plus riches. Et on assiste, aujourd'hui, au retour de la classe moyenne en ville : la « gentrification ». « Pour une ville, c'est important, elle doit augmenter son assiette fiscale pour ne pas être pauvre, estime Andrea Rea, sociologue (ULB) et directeur du Centre de recherche transdisciplinaire Migrations, Asile et Mul-

ticulturalisme. Dans les quartiers défavorisés, connus ethniquement, on voit arriver des bobos, au capital culturel important, ou des classes moyennes traditionnelles, au capital économique important. Avec, à la clé, une hausse des prix du foncier. Et, dès lors, une compétition entre classes sociales. » « Cette proximité nouvelle entre populations bourgeoises et populations

précaires crée des tensions certaines, renchérit Mathieu Berger, sociologue de la ville (UCL). On semble se diriger, ces prochaines années, vers une accentuation de cette tension. Or, la concentration sur un

même espace de populations que tout sépare sur le plan économique et culturel crée naturellement une situation explosive. »

## L'espoir avec la génération Stromaë ?

« La ségrégation sociale et spatiale existe depuis toujours dans les villes, relève Andrea Rea. Mais ce qui est neuf, c'est qu'aujourd'hui on assiste à la création d'un "entre-soi". » « Bruxelles est une ville multiculturelle mais pas interculturelle, les gens ne se mélangent pas, abonde Jacinthe Mazzocchetti. On ne voit pas, dans cette ville,

des passages entre les gens de profils culturels ou socioéconomiques différents. On va vers l'entre-soi. Dans les villes wallonnes comme La Louvière, Namur, Liège ou Charleroi, on ne voit pas plus de mélanges au niveau socioéconomique. Mais au niveau culturel, les choses semblent moins clivées, il y a plus de mouvements et d'échanges. »

L'« entre-soi », nouveau concept sociologique pour définir ces villes où l'on vit l'un à côté de l'autre, mais pas ensemble ? Les chercheurs y voient un grand danger pour le « vivre-ensemble », la mixité sociale, projet politique depuis de nombreuses années. « Les Belges restent entre eux, les eurocrates aussi, les Marocains ou les Turcs, pareil. On voit vraiment la création d'un entre-soi, qui se marque fortement dans l'occupation de certaines places publiques », s'inquiète Andrea Rea. Lequel prend un exemple on ne peut plus parlant pour les Bruxellois : « Place Saint-Jean-Baptiste, à Molenbeek, il n'y a que des personnes d'origine marocaine, au parvis de Saint-Gilles, on ne voit

que des bobos blancs et place de Londres, à Ixelles, ce sont des eurocrates. Il y a donc un vrai danger de repli identitaire. » « C'est difficile d'être optimiste, confirme Marco Martiniello. Dans les années 90, il y avait encore des mariages mixtes, l'ascenseur social fonctionnait. » « L'intégration, c'est souvent à la première génération que ça se passe, rappelle Jacinthe Mazzocchetti. Or, ici, on voit que certaines personnes de troisième ou quatrième génération subissent toujours des freins à la mobilité sociale. » La chercheuse de l'UCL (mais elle est loin d'être la seule) y voit la faillite de politiques mises en place, qui ne réduisent en rien la fracture sociale. Mais pointe aussi quelques signes positifs : « Sur le terrain, il y a des petites choses qui bougent. » « Les jeunes se mélangent un peu plus », dit Andrea Rea. « Peut-être que la génération Stromaë est porteuse de quelque chose. Le gars est d'une subtilité incroyable. Et il n'est pas le seul dans nos villes », conclut Marco Martiniello. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

## EN CHIFFRES

# 59 %

Le SPP Intégration sociale a réuni, pour notre dossier sur les villes, les statistiques dont il dispose en matière de migrants. Concrètement, deux séries de chiffres sont compilées au sein de cette administration fédérale : le nombre de réfugiés reconnus bénéficiant d'un revenu d'intégration sociale (RIS). Ainsi que le nombre de personnes ayant un statut de protection subsidiaire (temporaire) et bénéficiant également d'un RIS. A savoir 13.012 personnes pour la première catégorie, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, dont 59 % sont installés dans l'une des cinq grandes villes. Pour la seconde catégorie, 4.977 personnes étaient enregistrées auprès d'un CPAS à la fin 2014, dont 57 % dans l'une des cinq grandes villes.

# 48 %

A la demande du SPP Intégration sociale, l'Igeat (ULB) et la KUL ont réalisé une « Etude dynamique des quartiers en difficulté ». Concrètement, les chercheurs ont établi un indice de difficulté pour les quartiers de 22 centres urbains belges, qui synthétise 23 indicateurs (taux de chômage, niveau de revenu, taux d'actifs, origine géographique...). Verdict : on constate une pro-

portion plus forte de quartiers en difficulté dans les grandes villes que dans les petites. Si l'on prend en compte les quartiers les plus en difficulté, concentrant au total 15 % de la population des 22 villes étudiées, on constate que 48 % d'entre eux sont situés à Bruxelles, 15,5 % à Liège, 11,55 % à Charleroi, 9,02 % à Anvers.

# 40 %

C'est le pourcentage des bénéficiaires du revenu d'intégration qui sont domiciliés dans l'une des cinq grandes villes du pays. Mais ce n'est pas le seul indicateur inquiétant pour les villes. Ainsi, si l'on prend le taux de jeunes (18-24 ans) qui ont quitté l'école prématurément, et ont tout au plus un diplôme d'enseignement secondaire inférieur, il est de 9,8 %, en moyenne, en Belgique, mais de 12,5 % dans les cinq grandes villes. La part des jeunes qui n'ont pas d'emploi et ne sont ni en formation ni en stage est de 15 %, en moyenne, en Belgique, mais de 18,5 % dans les cinq grandes villes. En Belgique, 21,2 % des citoyens sont considérés comme risquant la pauvreté ou l'exclusion sociale ; ce taux passe à 25 % dans les cinq grandes villes. Et ainsi de suite...

V.L.A.

# Stuttgart « Je me considère comme la lobbyiste en chef des migrants »

**STUTTGART**  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**W**elcome Center? Where? » Ce jeune Turc n'a pour tout papier qu'un post-it sur lequel sont griffonnés ces deux mots, délavés par la pluie de Stuttgart. Il touche au but : encore deux passages piétons à traverser sur la Charlottenplatz et il sera à l'abri.

Le Welcome Center, c'est, pour la plupart des étrangers qui arrivent dans la capitale du Bade-Wurtemberg, le premier vrai contact avec l'Allemagne. Toute la planète y défile. « Nous avions, jusqu'ici, en moyenne, 55 % de ressortissants de l'Union européenne et 45 % du reste du monde », explique Verena Andrei, la responsable du centre. Les Italiens sont de loin les plus nombreux, devant les Espagnols, les Grecs et les Croates. Mais Stuttgart accueille également de plus en plus de Syriens ainsi que des Brésiliens, des Indiens et des Russes. Avec un taux de chômage de 4 %, la sixième ville allemande offre de nombreuses opportunités d'emploi, grâce à Daimler, Porsche, Bosch et leurs sous-traitants. « Mais, pour décrocher un job, il faut au minimum connaître l'allemand », souligne la directrice du centre. Et s'intégrer.

C'est en cela que le Welcome Center peut aider. Créé voici tout juste un an, il a pour objectif d'aider, si possible dans leur langue (le personnel en maîtrise onze), les nouveaux arrivants à trouver leur place en terre allemande, quel que soit leur profil (réfugié politique ou économique, étudiant). Succès immédiat : en douze mois, il a vu passer 3.000 personnes et la moyenne mensuelle est désormais de 300 demandes. Autour d'une table, les neuf personnes qui se relaient pour faire fonctionner le Centre écoutent, conseillent, orientent. Le profil type du visiteur : des jeunes (entre 20 et 40 ans) à la recherche d'un emploi. Des demandes que les autorités municipales et régionales enregistrent avec bienveillance. « Nous avons besoin de main-d'œuvre : des ingénieurs, des techniciens, des puéricultrices, des infirmières », confirme Vera Andrei. Un argument rationnel qui justifie la politique d'ouverture de Stuttgart. Et, sans doute, l'acceptation, par la population, de la migration.

En témoigne le réseau des volontaires créé en février, une première en Allemagne. « Au bout de quelques mois, le personnel du Welcome Center a signalé à la Ville que beau-

coup de personnes exprimaient l'envie ou le besoin de rencontrer des Allemands, d'être en quelque sorte encadrés par un tuteur », explique Claudia Grimaldi, au service Intégration de la Ville. D'origine italienne, cette diplômée en pédagogie sociale a alors placé une annonce dans la presse : « cherche volontaires ». « On avait peur que cela ne donne pas beaucoup de résultats, se souvient sa collègue turco-américaine, Sera Babakus. Parce qu'il y a déjà tellement d'habitants qui font du bénévolat, la concurrence était rude. » Pourtant, le message est reçu : 80 personnes assistent à la première séance d'information. « Deux semaines plus tard, je constituais mon premier tandem », sourit Claudia Grimaldi, véritable « marieuse » entre les Stuttgartois et les migrants. Parmi les 66 « couples », Ascension Gonzalez, une Madrilène qui a suivi son époux à Stuttgart et souhaite apprendre l'allemand au plus vite pour trouver un emploi et Astrid Meadowcroft. Elles sont toutes les deux infirmières ; depuis que Claudia les a présentées, chaque mardi, elles prennent l'apéro ensemble. « J'ai moi-même suivi mon mari en Angleterre et en France, et c'est le genre d'initiatives qui m'a cruellement manqué alors », explique la Stuttgartoise. Patiemment, elle détache ses syllabes pour qu'Ascension apprenne les subtilités germaniques.

## 40 % d'habitants d'origine étrangère

Stuttgart ne se limite pas, tant s'en faut, à encourager le volontariat... Martha Aykut, l'une des deux « integration officers » de la Ville, rappelle que le maire précédent, Wolfgang Schuster (CDU), avait initié un Pacte pour l'intégration dès 2001. Son successeur, Fritz Kuhn (Verts), poursuit la politique, pionnière dans le pays. Elle bénéficie du reste d'un soutien très large de la société : entreprises, associations, écoles, citoyens, tout le monde est appelé à contribuer. « Et cela marche ! », se réjouit Martha Aykut. Aujourd'hui, 40 % des 600.000 habitants sont d'origine étrangère, cette proportion passe à 60 % chez les moins de 20 ans. Jusqu'à présent, cette diversité, initiée dès les années 50 avec l'arrivée de travailleurs étrangers recrutés pour reconstruire le pays et redresser l'industrie après la Guerre, est vue comme une opportunité – la Ville, plutôt prospère, ne connaît pas Pegida ni d'attaque contre les centres de réfugiés, est relativement préservée des débats sur le voile (autorisé pour les élèves et les fonctionnaires), les heures d'ouverture spécifiques pour les femmes dans les piscines... Tout n'est pas rose pour autant. « À certains endroits, les gens vivent réellement ensemble la mixité, à d'autres, les gens co-

habitent sans souci mais ne se mélangent pas vraiment », reconnaît Martha Aykut. Le vivre-ensemble reste, plus que jamais, une priorité politique. Pour renforcer encore sa politique d'intégration, Stuttgart s'est donc dotée d'une équipe avec, à sa tête, les deux « integration officers » qui relèvent directement du maire, et de moyens (plusieurs centaines de milliers d'euros). Et Stuttgart ne rate pas une occasion pour faire de l'intégration une histoire positive. « Je me considère comme lobbyiste en chef des migrants, sourit Martha Aykut. Une partie de mon boulot consiste donc à faire connaître les success stories, à mettre en valeur la diversité. »

Stuttgart n'est pas une île dans l'Allemagne d'Angela Merkel. « La chancelière a fait adopter un plan Intégration en 2007 », rappelle la Madame Intégration de Stuttgart. Y sont énoncés les droits et devoirs des arrivants. Ainsi tous les non-Européens doivent suivre un parcours d'intégration : 600 h d'allemand, 60 h de cours de citoyenneté, sanctionnées par un test à réussir pour obtenir un permis de séjour illimité. La Ville tente par ailleurs de montrer l'exemple, en tant qu'employeur, en matière de lutte contre la discrimination, et encourage le secteur privé à faire de même. Reste un problème sur lequel la Ville a moins de prise : le logement. Les prix de l'immobilier constituent le principal frein à l'intégration. « Nous avons malgré tout réussi à éviter les ghettos, explique Martha Aykut. Aucun district n'est dominé par une seule nationalité. » Si l'action de la Ville en la matière est limitée au logement social, elle n'en veille pas moins à imposer la mixité. « Dans aucun des biens que nous gérons il ne peut y avoir plus de 50 % de personnes d'origine étrangère. »

Si Stuttgart a construit, depuis près de 15 ans, une politique d'intégration digne de ce nom, elle n'en est pas moins confrontée à la difficulté de gérer correctement l'arrivée massive de réfugiés. En vertu du plan de répartition allemand, Stuttgart en accueille désormais 650 par mois, le double attendu en 2016. Première étape : ouvrir des centres d'accueil, chacun des 23 arrondissements aura le sien. Il faut aussi multiplier le nombre de classes pour les primo-arrivants, l'offre de cours de langue... Mais, là aussi, le secteur privé a fait offre de service, le réseau associatif, les écoles, tous se mobilisent. ■

V.L.